Russie : les régions augmentent les incitations financières à l'enrôlement de ressortissants étrangers

Description

Igor Kobzev, gouverneur régional d'Irkoutsk (Sibérie) a signé le 10 septembre une directive promettant aux recruteurs des bureaux militaires de la région une prime record de 1,5 million de roubles (17 800 dollars) pour chaque recrue étrangère ou apatride acceptant de signer un contrat militaire.

Désormais, Irkoutsk est donc la région qui se situe en tête en matière d'incitation financière à l'enrôlement des ressortissants étrangers. La prime est quatre fois plus élevée que son niveau depuis le début de l'année. Jusqu'ici, Irkoutsk proposait une commission forfaitaire de 400 000 roubles (4 700 dollars) par contrat, quelle que soit la nationalité de la personne recrutée. Selon le média indépendant *Viortska*, la distinction entre ressortissants russes et non russes est désormais explicite. Dans le même temps, la commission pour le recrutement de Russes venant d'autres régions a été doublée, passant à 800 000 roubles (9 500 dollars).

L'enjeu pour les régions russes est de respecter les quotas de recrutement militaire qui sont imposés à chaque sujet de la Fédération. Par exemple, récemment, la région de Smolensk, a également augmenté la rémunération des recruteurs, la faisant passer de 115 000 roubles à 1 million. La région de Riazan, elle, est passée à 805 000 roubles.

Selon des sources ukrainiennes, en avril dernier, 28 000 étrangers venant de 136 pays (sans compter ceux de Corée du Nord) se battaient au côté des Forces armées russes en Ukraine.

Amnesty International, dans un rapport publié récemment, note que les efforts de recrutement menés par la Russie s'accompagnent fréquemment de « *pratiques trompeuses, coercitives et d'exploitation* ». Et de citer des témoignages évoquant des contrats signés sans consentement éclairé, la confiscation de passeports, des restrictions à la liberté de circulation, des formations insuffisantes et des menaces à l'encontre de ceux qui cherchent à quitter les Forces armées russes. Pour Amnesty, ces actes peuvent relever de la traite d'êtres humains.

Sources : *Viorstka , The Moscow Times, Pravo.gov.ru, Amnesty International*.

date créée
14/09/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou